

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/11452]

1^{er} MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des technologies Numériques de l'information et de la communication (ETNIC)

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les articles 3, § 2, 3, § 3, 4, § 5, 4, § 2, 5°, 5, § 3, 11, 17, § 2, et 18, § 4, du décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des technologies Numériques de l'information et de la communication (ETNIC) ;

Vu le décret du 25 octobre 2018 relatif au cadre de gouvernance de la politique du Numérique et de l'Informatique en Communauté française ;

Vu le « test genre » du 7 janvier 2016 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 décembre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 janvier 2018 ;

Vu l'avis 65.180/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre ayant l'informatique dans ses attributions ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « Gouvernement » : le Gouvernement de la Communauté française ;

2° « Ministre » : le membre du Gouvernement de la Communauté française qui a l'informatique administrative dans ses attributions, ci-après dénommé « le Ministre » ;

3° « ETNIC » : l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française visée par le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des technologies Numériques de l'information et de la communication (ETNIC) ;

4° « Bénéficiaires » : les bénéficiaires des missions de l'ETNIC au sens de l'article 1, 3°, du décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des technologies Numériques de l'information et de la communication (ETNIC) ;

5° « Décret ETNIC » : décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des technologies Numériques de l'information et de la communication (ETNIC) ;

6° « Comité de direction » : le comité de direction visé à l'article 10, § 4, du décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des technologies Numériques de l'information et de la communication (ETNIC) ;

7° « Décret Gouvernance » : décret du 25 octobre 2018 relatif au cadre de gouvernance de la politique du Numérique et de l'Informatique en Communauté française.

Art. 2. Tous les bénéficiaires sont tenus d'introduire toute demande informatique auprès de l'ETNIC, conformément au décret ETNIC et au décret Gouvernance, et selon le processus prévu au chapitre suivant.

CHAPITRE 2. — Critères et modalités de prise en charge des activités, projets et services de l'ETNIC

Art. 3. § 1^{er}. L'ETNIC et ses bénéficiaires qualifient de manière concertée les demandes informatiques non encore financées par ailleurs et anticipent leur financement selon le processus générique décrit au présent article.

§ 2. Le processus générique comporte les étapes suivantes :

1°. Etape 1 : identification et priorisation des besoins sur le plan numérique et informatique par les bénéficiaires de l'ETNIC au sein de leurs instances respectives ;

S'ils sont déjà adoptés, ces besoins sont exprimés en conformité avec les instruments ad hoc, à savoir le plan de développement informatique du bénéficiaire visé à l'article 10, § 1^{er}, 1°, b, du décret Gouvernance et le plan stratégique du numérique et de l'informatique visé à l'article 12 du décret Gouvernance ;

2°. Etape 2 : introduction par les bénéficiaires des demandes auprès de l'ETNIC ;

3°. Etape 3 : analyse des demandes par l'ETNIC dans un délai de 10 jours ouvrables à partir de la réception de la demande, au moyen de la matrice visée à l'article 5. Cette analyse a pour objet de déterminer à tout le moins les éléments suivants :

- a) le type de demande et son mode de prise en charge en tant que projet ou en tant que service en incluant les activités sous-jacentes ;
- b) les ressources nécessaires ;
- c) la prise en charge en interne ou en externe ;

4°. **Etape 4** : A l'issue de l'étape 3, les décisions suivantes sont prises :

- a) si la demande est qualifiée de transversale, elle est prise en charge par l'ETNIC et planifiée en fonction des ressources estimées et des priorités définies par l'instance visée à l'article 10 du décret Gouvernance ;
- b) si la demande n'est pas qualifiée de transversale, l'ETNIC et le bénéficiaire concerné déterminent ensemble la priorité à donner à la demande par rapport aux autres initiatives composant le portefeuille visé par l'article 1^{er}, 13°, du décret Gouvernance. Au terme de cette concertation,
 - si la demande a un impact majeur ou significatif sur l'architecture informatique, elle est prise en charge par l'ETNIC ;
 - si la demande a un impact qui n'est ni majeur ni significatif sur l'architecture informatique, la prise en charge de la demande peut être externalisée moyennant le respect des conditions prévues au paragraphe 4.

Sauf dans l'hypothèse visée à l'article 4, § 2, ces quatre premières étapes sont alignées sur le processus d'élaboration ou d'adaptation du contrat d'administration ou de tout instrument équivalent des bénéficiaires ;

5°. **Etape 5** : sur proposition du Ministre, le Gouvernement budgétise, détermine le mode de financement des demandes et, le cas échéant, approuve, selon le cas le contrat d'administration ou l'instrument équivalent, ou son adaptation; il prend acte de la version provisoire des fiches visées à l'article 4, § 3, du décret ETNIC ;

6°. **Etape 6** : qualification définitive des demandes et rédaction des fiches visées par l'article 4 § 3 du décret ETNIC ;

7°. **Etape 7** : formalisation des relations entre l'ETNIC et chacun de ses bénéficiaires au travers de la mise à jour de la convention cadre et de ses annexes.

§ 3. A l'issue de l'étape 5, visée au § 2, 5°, le financement des demandes est régi par les règles suivantes :

1° les crédits liés à la demande qualifiée de transversale, sont inscrits à la dotation annuelle de l'ETNIC visée à l'article 5, § 1^{er}, 1°, du décret ETNIC ;

2° la demande qui a un impact majeur ou significatif sur l'architecture, est budgétée par les ministres fonctionnels concernés. Les crédits sont inscrits, selon les modalités de l'article 5, § 2, du décret ETNIC, dans la dotation annuelle de l'ETNIC visée à l'article 5, § 1^{er}, 1°, du décret ETNIC ;

3° la demande n'ayant pas d'impact majeur ou significatif est budgétée par les ministres fonctionnels concernés. Les crédits sont inscrits, selon les modalités de l'article 5, § 2, du décret ETNIC, dans la division organique réservée à l'informatique dans leurs articles de base respectifs.

§ 4. En application du § 2, 4°, b), 2ème tiret, l'externalisation prend l'une des formes suivantes :

1° soit la prise en charge est externalisée par l'ETNIC, qui lance et passe le marché public pour mettre par la suite la solution à la disposition du bénéficiaire, notamment sous forme de centrale d'achat, conformément à l'article 3, § 4, du décret ETNIC ;

2° soit la prise en charge est externalisée par le bénéficiaire lui-même, via un marché public lancé et passé par ses soins, moyennant le respect des conditions suivantes :

1°. avis contraignant de l'ETNIC pour vérifier le respect des standards informatiques de l'ETNIC sur :

- d'une part, les clauses techniques du cahier spécial des charges du marché public par les départements concernés de l'ETNIC, à tout le moins, remis au plus tard dans les 15 jours ouvrables à dater de la réception du cahier spécial des charges ;
- d'autre part, les réceptions intermédiaire et finale des livrables du marché, remis au plus tard dans les 15 jours ouvrables à dater de la réception des documents ;

2°. rédaction dans le cahier spécial des charges du marché public d'une clause spécifique de propriété dans le chef de l'ETNIC et de reprise par l'ETNIC de la solution, sur le plan technique. .

Art. 4. § 1^{er}. L'étape 5, visée à l'article 3, § 2, est alignée sur le calendrier d'élaboration budgétaire.

§ 2. Par exception, une demande peut être ajoutée postérieurement aux périodes d'élaboration du budget initial ou ajusté, pour autant que les crédits aient été inscrits aux « autres articles de base » visés à l'article 5, § 2, du décret ETNIC, aux conditions cumulatives suivantes :

1° justification par le Ministre proposant, dans la note au Gouvernement accompagnant l'arrêté de dotation complémentaire, de l'urgence et de l'exception ;

2° mention dans l'arrêté de dotation complémentaire :

- du périmètre et du budget du projet visé ;
- de l'impact budgétaire et du transfert des crédits.

Art. 5. § 1^{er}. Une matrice détermine le niveau d'importance et les cotations de chaque critère prévu à l'article 3, § 2, alinéa 2, du décret ETNIC.

Elle constitue un outil d'aide à la décision pour la qualification des demandes informatiques, dans le processus visé à l'article 3.

La matrice est élaborée par l'ETNIC après concertation en Conseil stratégique du numérique et de l'informatique, visé à l'article 6 du décret Gouvernance.

§ 2. Si nécessaire cette matrice peut être réévaluée tous les ans, sur proposition de l'ETNIC après concertation en Conseil stratégique du numérique et de l'information, visé à l'article 6 du décret Gouvernance.

§ 3. Cette matrice et sa réévaluation éventuelle sont approuvées par le Ministre.

Art. 6. § 1^{er}. Un plan de gestion de capacité est rédigé par l'ETNIC et soumis annuellement au Ministre, en alignement sur le calendrier de l'exercice d'élaboration du budget initial et ajusté.

Ce plan permet de mesurer la performance, d'anticiper les limites de capacité de la structure et de prendre les actions correctrices qui s'imposent pour optimiser les activités, les projets et les services fournis.

§ 2. Le plan de gestion de capacité, visé au paragraphe 1^{er}, comprend à tout le moins les éléments suivants :

1° la gestion prévisionnelle des ressources humaines et matérielles de l'ETNIC, dans le respect du plan de personnel fixé annuellement par le Ministre ;

2° la politique d'internalisation et d'externalisation des solutions répondant au besoin exprimé mise en place par l'ETNIC ;

3° la gestion de l'utilisation et de la charge des services, dont la maintenance ;

4° la gestion de l'utilisation des infrastructures ;

5° les mécanismes pour optimiser et mutualiser les coûts.

CHAPITRE 3. — *Critères et modalités de collaboration ou d'association avec des personnes de droit public ou de droit privé dans le cadre des missions de l'ETNIC*

Art. 7. § 1^{er}. L'ETNIC peut, moyennant autorisation préalable du Gouvernement, conclure des partenariats de type contractuel sans prise de participation, avec un partenaire privé ou public.

Dans le cadre d'un tel partenariat, l'ETNIC est habilitée à confier certaines missions spécifiques au partenaire ou à exécuter avec lui, conjointement, certaines de ses missions, et ce, sans préjudice de la réglementation sur les marchés publics.

§ 2. La proposition de partenariat visé au § 1^{er} est établie par le Comité de direction et transmise au Ministre qui la soumet au Gouvernement pour approbation.

§ 3. Le partenariat visé au paragraphe 1^{er} respecte à tout le moins les conditions suivantes :

1° en aucun cas, l'ETNIC ne peut procéder au transfert des compétences qui lui ont été attribuées par ou en vertu du décret ETNIC ;

2° l'ETNIC est tenue de conserver un contrôle significatif sur les missions exercées dans le cadre du partenariat.

L'on entend par contrôle significatif, un contrôle à tout le moins comparable à celui qu'elle exerce sur ses propres services, lui permettant d'influencer de manière déterminante les objectifs stratégiques et les décisions importantes relative aux missions confiées à l'entité partenaire ou gérées avec cette dernière.

Art. 8. § 1^{er}. L'ETNIC peut, moyennant autorisation préalable du Gouvernement, prendre des participations dans une autre personne morale de droit public ou de droit privé.

§ 2. La proposition de participation visée au § 1^{er} est établie par le Comité de direction, sur la base d'un rapport de l'Administrateur général qui démontre l'intérêt stratégique d'une telle participation pour l'exercice des missions de l'ETNIC et transmise au Ministre qui la soumet au Gouvernement pour approbation.

§ 3. La participation visée au paragraphe 1^{er} respecte à tout le moins les conditions suivantes :

1° l'entité dans laquelle l'ETNIC prend des participations a un objet social compatible avec celui de l'ETNIC ;

2° au moins un mandat d'administrateur est attribué à l'ETNIC ;

3° l'ETNIC participe au capital de l'entité à hauteur de 5% minimum.

§ 4. Dans le cadre du choix de la prise de participation, le Gouvernement peut notamment tenir compte des critères suivants :

1° caractère durable du ou des projet(s) ;

2° l'inclusion des personnes en situation de handicap ;

3° priorité aux projets porteurs d'évolutions technologiques ;

4° priorité aux participations dans des très petites entreprises.

Art. 9. L'ETNIC transmet tous les 3 mois au Ministre des tableaux de suivi qui identifient les activités de partenariats, les collaborations externes et prise de participation ou d'association en cours.

Le Ministre fait rapport chaque année auprès du Gouvernement, des activités de partenariats, des collaborations externes et prise de participation ou d'association de l'année en cours.

CHAPITRE 4. — *Modalités pratiques relatives à la convention cadre*

Art. 10. § 1^{er}. Les conventions cadre et les fiches reprises en annexe de ces conventions, établies en vertu de l'article 4, §§ 1^{er} et 2, du décret ETNIC sont rédigées selon le processus suivant :

1° Etape 1 : concertation et rédaction entre les parties, d'une durée de maximum trois mois ;

2° Etape 2 : validation intermédiaire, auprès de chacune des parties ;

3° Etape 3 : présentation au Ministre, et prise en compte concertée des propositions de modifications et de commentaires ;

4° Etape 4 : validation finale, auprès de chacune des parties et du Ministre.

Le processus visé à l'alinéa 1^{er} est aligné sur le calendrier de l'exercice d'élaboration du budget initial et ajusté de la Communauté française.

§ 2. Chaque convention cadre est signée par le Gouvernement, l'Administrateur général de l'ETNIC et par la personne légalement habilitée à engager le bénéficiaire.

§ 3. Le Ministre présente au Gouvernement, et de manière conjointe avec chaque Ministre fonctionnel concerné, l'ensemble des conventions cadres qui doivent chacune faire l'objet d'une approbation en application de l'article 4, § 4, du décret ETNIC.

Art. 11. Les conventions cadre peuvent être modifiées annuellement selon les modalités prévues à l'article 9, en raison d'éléments imprévus lors de l'adoption de la convention initiale.

Les modalités reprises à l'article 9 ne s'appliquent pas aux modifications faites en cours d'année des fiches reprises en annexe des conventions cadre.

CHAPITRE 5. — *Modalités relatives au budget et aux comptes*

Art. 12. En application de l'article 18, § 4, du décret ETNIC, le Ministre affecte le résultat de l'exercice :

1° aux réserves à concurrence des revenus des fonds ayant reçu une affectation particulière par une donation, un legs ou une fondation ;

2° à l'apurement des déficits antérieurs ;

3° au report de l'exercice suivant ;

Le Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions et le Ministre du budget peuvent toutefois, en tout ou en partie, déterminer une autre affectation. Si le Ministre ayant l'informatique administrative dans ses attributions est aussi Ministre du Budget, il saisit le Gouvernement qui se prononce sur la proposition d'affectation.

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

Art. 13. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2019.

Bruxelles, le 1^{er} mars 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/11452]

1 MAART 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC)

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 3, § 2, 3, § 3, 4, § 5, 4, § 2, 5°, 5, § 3, 11, 17, § 2, et 18, § 4, van het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC);

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het beheerskader van het digitale en informaticabeleid in de Franse Gemeenschap;

Gelet op de gendertest van 7 januari 2016 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, 2e lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 december 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 9 januari 2018;

Gelet op het advies nr. 65.180/4 van de Raad van State, gegeven op 11 februari 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van de Minister bevoegd voor informatica,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder:

1° « Regering » : de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° « Minister » : het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor administratieve informatica, hierna « de Minister »;

3° « ETNIC » : het « Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap » bedoeld in het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC);

4° « Begunstigden » : de begunstigden van de ETNIC-opdrachten in de zin van artikel 1, 3°, van het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC);

5° « ETNIC-decreet » : het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC);

6° « Directiecomité » : het directiecomité bedoeld bij artikel 10, § 4, van het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het Overheidsbedrijf voor de Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC);

7° « Governance-decreet » : het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het beheerskader van het digitale en informaticabeleid in de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Alle begunstigden zijn ertoe gehouden om elke informatica-aanvraag bij het ETNIC in te dienen, overeenkomstig het ETNIC-decreet en het Governance-decreet, en volgens het proces bepaald in het volgende hoofdstuk.

HOOFDSTUK 2 — *De criteria en de nadere regels voor de begeleiding van activiteiten, projecten en diensten van ETNIC*

Art. 3. § 1. ETNIC en begunstigden kwalificeren gezamenlijk informatica-aanvragen die niet elders gefinancierd worden en anticiperen op de financiering ervan door het generieke proces beschreven in dit artikel.

§ 2. Het generieke proces bestaat uit de volgende stappen:

1°. Stap 1: identificatie en prioritering van behoeften op digitaal en informaticaniveau door de begunstigden van ETNIC binnen hun respectieve instanties;

Als ze al worden aangenomen, worden deze eisen uitgedrukt in lijn met de ad hoc-instrumenten, met name het informaticaplan voor de ontwikkeling van de in artikel 10 bedoelde begunstigde, § 1, 1°, b, van het Governance-decreet en het strategisch plan voor digitale en informaticawetenschappen vermeld in artikel 12 van het Governance-decreet;

2 °. Stap 2: indiening door de begunstigden van de aanvragen bij ETNIC;

3 °. Stap 3: analyse van de verzoeken door ETNIC binnen 10 werkdagen na ontvangst van de aanvraag, door middel van de in artikel 5 bedoelde matrix. Deze analyse is bedoeld om ten minste de volgende elementen te bepalen:

- a) het type aanvraag en de wijze om dit aan te pakken als project of dienst met inbegrip van de onderliggende activiteiten;
- b) de nodige middelen;
- c) de interne of externe aanpak;

4 °. Stap 4: Aan het einde van stap 3 worden de volgende beslissingen genomen:

- a) indien de aanvraag "transversaal" wordt genoemd, wordt ze door ETNIC gesteund en gepland op basis van de geschatte middelen en de prioriteiten gedefinieerd door de instantie als bedoeld in artikel 10 van het Governance-decreet;
- b) indien de aanvraag niet "transversaal" wordt genoemd, bepalen ETNIC en bedoelde begunstigde samen de prioriteit die aan de aanvraag moet worden verleend vergeleken met andere initiatieven van de portefeuille bedoeld onder artikel 1, 13 ° van het Governance-decreet. Aan het einde van dit overleg,
 - indien de aanvraag een hoofdzakelijke of significante impact op de informatica-architectuur heeft, wordt ze gesteund door ETNIC;
 - indien de aanvraag een impact heeft die noch hoofdzakelijk of noch significante is voor de informatica-architectuur, kan het beheer van de aanvraag worden uitbesteed indien zij voldoet aan de in paragraaf 4 bepaalde voorwaarden.

Behalve in de in artikel 4, § 2 bedoelde hypothese, worden deze eerste vier stappen in lijn gesteld met het proces van ontwikkeling of aanpassing van de beheersovereenkomst of elk gelijkwaardig instrument van de begunstigden;

5 °. Stap 5: op voorstel van de Minister, budgetteert de Regering de verwezenlijking ervan, bepaalt ze de financieringswijze van de aanvragen en, naargelang het geval, keurt ze de beheersovereenkomst of het gelijkwaardig instrument, of zijn aanpassing; ze neemt akte van de voorlopige versie van de fiches bedoeld bij de in artikel 4, § 3, van het ETNIC-decreet;

6 °. Stap 6: definitieve kwalificatie van de aanvragen en het opstellen van de fiches als bedoeld in artikel 4, § 3, van het ETNIC-decreet;

7 °. Stap 7: formalisering van de betrekkingen tussen ETNIC en elk van de begunstigden via de actualisering van de kaderovereenkomst en de bijlagen.

§ 3. Aan het einde van stap 5, bedoeld in § 2, 5 °, wordt de financiering van de aanvragen beheerst door de volgende regels:

1 ° de kredieten verbonden aan de aanvraag omschreven als "transversaal", worden opgenomen in de jaarlijkse dotatie van ETNIC als bedoeld in artikel 5, § 1, 1 °, van het ETNIC-decreet;

2 ° de aanvraag die een hoofdzakelijke of significante impact heeft op de architectuur, wordt gebudgetteerd door de betrokken functionele ministers. De kredieten worden, overeenkomstig de bepalingen van artikel 5, § 2, van het ETNIC-decreet, opgenomen in de jaarlijkse dotatie van ETNIC zoals bedoeld in artikel 5, § 1, 1 °, van het ETNIC-decreet;

3 ° de aanvraag die geen hoofdzakelijke of significante impact heeft, wordt gebudgetteerd door de betrokken functionele ministers. De kredieten worden uitgetrokken, volgens de voorwaarden van artikel 5, § 2, van het ETNIC-decreet, op de organisatie-afdeling die is voorbehouden voor informatica in hun respectieve basisartikelen.

§ 4. In toepassing van § 2, 4 °, b), tweede streepje, neemt uitbesteding een van de volgende vormen aan:

1 ° ofwel wordt het beheer door ETNIC uitbesteed, dat de overheidsopdracht lanceert en toekent en vervolgens de oplossing beschikbaar stelt voor de begunstigde, inzonderheid in de vorm van een aankoopcentrale, in overeenstemming met artikel 3; § 4, van het ETNIC-decreet;

2 ° ofwel wordt het beheer door de begunstigde zelf uitbesteed, door middel van een door hem gelanceerd en goedgekeurd overheidsopdracht, onder de volgende voorwaarden:

1. bindend advies van ETNIC om de naleving van de informaticanormen van ETNIC te controleren op:

- enerzijds, de technische bepalingen van het bestek van de overheidsopdracht door de relevante afdelingen van ETNIC, op zijn minst uiterlijk binnen 15 werkdagen na ontvangst van het bestek;
- anderzijds, de tussentijdse en definitieve leveringen van de contractprestaties, ingediend uiterlijk 15 werkdagen na de datum van ontvangst van de documenten;

2 °. het opstellen van een specifieke eigendomsclausule in het bestek van de overheidsopdracht op naam van ETNIC en van opname van de oplossing door ETNIC, op technisch niveau.

Art. 4. § 1. Stap 5, waarnaar wordt verwezen in artikel 3, § 2, wordt afgestemd op het tijdschema voor het voorbereiden van de begroting.

§ 2. Bij wijze van uitzondering kan een aanvraag worden toegevoegd na de perioden van voorbereiding van de oorspronkelijke of aangepaste begroting, op voorwaarde dat de kredieten zijn opgenomen in de "andere basisartikelen" waarnaar wordt verwezen in artikel 5, § 2, van het ETNIC-decreet, onder de volgende cumulatieve voorwaarden:

1 ° de motivering door de voordragende Minister waarin in de nota aan de Regering bij het aanvullend dotatiebesluit de dringende noodzaak en de uitzondering worden voorgesteld;

2 ° vermelding in het aanvullend dotatiebesluit:

- de reikwijdte en het budget van het bedoelde project;
- de gevolgen voor de begroting en de overdracht van kredieten.

Art. 5. § 1. Een matrix bepaalt de mate van relevantie en de wegingen van elk criterium als bedoeld in artikel 3, lid 2, tweede alinea, van het ETNIC-decreet.

Ze vormt een beslissingsondersteunend instrument voor de kwalificatie van informatica-aanvragen in het proces als bedoeld in artikel 3.

De matrix wordt opgesteld door ETNIC na overleg in de Strategische Raad voor het Digitale en Informatiebeleid van de Franse Gemeenschap, bedoeld in artikel 6 van het Governance-decreet.

§ 2. Indien nodig kan deze matrix elk jaar opnieuw worden geëvalueerd, op voorstel van ETNIC na overleg in de Strategische Raad voor het Digitale en Informatiebeleid van de Franse Gemeenschap, bedoeld in artikel 6 van het Governance-decreet.

§ 3. Deze matrix en de mogelijke herbeoordeling ervan worden goedgekeurd door de Minister.

Art. 6. § 1. Een capaciteitsbeheersplan wordt opgesteld door ETNIC en jaarlijks aan de minister voorgelegd, in overeenstemming met de kalender van het initiële en aangepaste begrotingsjaar.

Dit plan meet de prestaties, anticipeert op de capaciteitslimieten van de structuur en neemt de corrigerende maatregelen die nodig zijn om de geleverde activiteiten, projecten en diensten te optimaliseren.

§ 2. Het capaciteitsbeheersplan als bedoeld in § 1 omvat ten minste de volgende elementen:

1 ° het voorlopig beheer van de menselijke en materiële middelen van ETNIC, in overeenstemming met het personeelsplan dat jaarlijks door de Minister wordt vastgesteld;

2 ° het door ETNIC ingestelde beleid van internalisering en uitbesteding van oplossingen die inspelen op de uitgedrukte behoefte;

3 ° het beheer van het gebruik en de belasting van de diensten, inclusief onderhoud;

4 ° het beheer van het gebruik van infrastructuren;

5 ° mechanismen om de kosten te optimaliseren en te verdelen.

HOOFDSTUK 3. — *Criteria en nadere regels van samenwerking of vereniging met publiekrechtelijke of privaatrechtelijke personen in het kader van de opdrachten van ETNIC*

Art. 7. § 1. ETNIC kan mits voorafgaande toestemming van de Regering contractuele partnerschappen aangaan zonder verwerving van een participatie met een private of publieke partner.

In het kader van een dergelijk partnerschap is ETNIC bevoegd om bepaalde specifieke opdrachten aan de partner toe te vertrouwen of samen met hem enkele van zijn opdrachten uit te voeren, onverminderd de voorschriften inzake overheidsopdrachten.

§ 2. Het partnerschapsvoorstel, bedoeld in § 1, wordt opgesteld door het directiecomité en toegezonden aan de Minister die het ter goedkeuring bij de Regering indient.

§ 3. Het in lid 1 bedoelde partnerschap voldoet ten minste aan de volgende voorwaarden:

1 ° ETNIC mag onder geen enkele omstandigheid de bevoegdheden overdragen die hem bij of krachtens het ETNIC-decreet zijn toegekend;

2 ° ETNIC moet een aanzienlijke controle behouden over de opdrachten die in het kader van het partnerschap worden uitgevoerd.

Significante beheersing betekent een beheersing die op zijn minst vergelijkbaar is met die welke wordt uitgeoefend over zijn eigen diensten, waardoor het een beslissende invloed kan hebben op de strategische doelstellingen en belangrijke beslissingen met betrekking tot de opdrachten die aan de partnerentiteit zijn toevertrouwd of die samen met haar worden beheerd.

Art. 8. § 1. ETNIC kan, mits voorafgaande toestemming van de Regering, aandelen nemen in een andere publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoon.

§ 2. Het deelnemingsvoorstel, bedoeld in § 1, wordt opgesteld door het directiecomité, op basis van een verslag van de algemeen bestuurder waaruit het strategische belang van een dergelijke deelname voor de uitvoering van de opdrachten van ETNIC, en overgezonden aan de Minister die het ter goedkeuring bij de Regering indient.

§ 3. De deelneming bedoeld in het eerste lid voldoet ten minste aan de volgende voorwaarden:

1 ° de entiteit waarin ETNIC aandelen verwerft, heeft een maatschappelijk doel dat verenigbaar is met dat van ETNIC;

2 ° ten minste één bestuurdersmandaat wordt toegekend aan ETNIC;

3 ° ETNIC neemt deel aan het kapitaal van de entiteit tot een minimum van 5%.

§ 4. In het kader van de keuze van aandeleninvesteringen, kan de Regering inzonderheid rekening houden met de volgende criteria:

1 ° duurzame aard van het (de) project (en);

2 ° de inclusie van personen met een handicap;

3 ° prioriteit voor projecten met technologische evoluties;

4 ° prioriteit voor participaties in zeer kleine bedrijven.

Art. 9. ETNIC zendt elke 3 maanden aan de Minister de follow-up tabellen waarbij de activiteiten van het partnerschap, externe samenwerking en participatie of lopende vereniging geïdentificeerd kunnen worden.

De Minister brengt jaarlijks verslag uit aan de Regering over partnerschapsactiviteiten, externe samenwerking en deelneming of vereniging van het lopende jaar.

HOOFDSTUK 4. — *Praktische regelingen voor de kaderovereenkomst*

Art. 10. § 1. De kaderovereenkomsten en fiches als bijlage bij deze overeenkomsten worden opgesteld krachtens artikel 4, §§ 1 en 2 van het ETNIC-decreet overeenkomstig de volgende werkwijze:

1 ° Stap 1: overleg en opstellen tussen de partijen, met een maximale looptijd van drie maanden;

2 ° Stap 2: tussentijdse validatie, bij iedere partij;

3 ° Stap 3: presentatie aan de Minister en onderling afgestemde behandeling van voorgestelde wijzigingen en opmerkingen;

4 ° Stap 4: eindvalidatie, bij elke partij en bij de Minister.

Het in lid 1 bedoelde proces wordt in lijn gesteld met het kalenderjaar van de ontwikkeling van de oorspronkelijke en de aangepaste begroting van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Elke kaderovereenkomst wordt ondertekend door de Regering, de algemeen bestuurder van ETNIC en de persoon die wettelijk gemachtigd is om de begunstigde te binden.

§ 3. De Minister presenteert aan de Regering, en in combinatie met elke functionele minister betrokken, het geheel van de kaderovereenkomsten die elk met toepassing van artikel 4, § 4 van ETNIC-decreet goedgekeurd moeten worden.

Art. 11. De kaderovereenkomsten kunnen jaarlijks worden gewijzigd, als bedoeld in artikel 9, wegens onvoorziene elementen in de aanneming van de oorspronkelijke overeenkomst.

De in artikel 9 vastgestelde voorwaarden zijn niet van toepassing op wijzigingen, tijdens het jaar, van als bijlage bij de kaderovereenkomsten opgenomen fiches.

HOOFDSTUK 5. — Voorwaarden met betrekking tot de begroting en de rekeningen

Art. 12. Met toepassing van artikel 18, § 4 van het ETNIC-decreet, bestemt de Minister het resultaat van het begrotingsjaar:

1° voor de bijzondere reserves, in verhouding tot de inkomsten uit de gelden die een speciale bestemming hebben gekregen door een dotatie, een legaat of een stichting;

2° voor de aanzuivering van de vroegere tekorten;

3° voor de overdracht naar het volgende dienstjaar.

De Minister bevoegd voor bestuurlijke informatica en de Minister van begroting kunnen echter, geheel of gedeeltelijk, een andere bestemming bepalen. Indien de Minister bevoegd voor administratieve informatica ook de Minister van Begroting is, vraagt hij aan de Regering te beslissen over het bestemmingsvoorstel.

HOOFDSTUK 6. — Slotbepalingen

Art. 13. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2019.

Brussel, 1 maart 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2019/30325]

14 MARS 2019. — Arrêté d'exécution du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la liste des acteurs autorisés à pratiquer le mécanisme du bail glissant

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 263, § 1^{er}, alinéa 2, du Code bruxellois du Logement, inséré par ordonnance du 27 juillet 2017;

Vu l'avis du Conseil consultatif du Logement, donné le 17 janvier 2019;

Vu le test de genre réalisé le 22 janvier 2019 en application de l'article 3, 2° de l'ordonnance du 29 mars 2012 sur l'intégration de la dimension du genre dans les politiques de la région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'avis 65.323/3 du Conseil d'Etat, donné le 25 février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° de la loi sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre qui a le logement dans ses attributions;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article unique. Les personnes morales autorisées à pratiquer le mécanisme du bail glissant, en application de l'article 263, § 1^{er}, alinéa 2 de l'ordonnance du 27 juillet 2017 visant la régionalisation du bail d'habitation, sont :

1° les agences immobilières sociales agréées en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 organisant les agences immobilières sociales ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2019/30325]

14 MAART 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de lijst met actoren die de toelating hebben om het mechanisme van de glijdende huurovereenkomst in de praktijk te brengen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 263, § 1, 2de lid, van de Brusselse Huisvestingscode, ingevoegd door de ordonnantie van 27 juli 2017;

Gelet op het advies van de Adviesraad voor Huisvesting, gegeven op 17 januari 2019;

Gelet op de gendertest uitgevoerd op 22 januari 2019 in toepassing van artikel 3, 2° van ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op advies 65.323/3 van de Raad van State, gegeven op 25 februari 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van de Minister die bevoegd is voor Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Enig artikel. De rechtspersonen die de toelating krijgen om het mechanisme van de glijdende huurovereenkomst in de praktijk te brengen, in toepassing van artikel 263, § 1, 2de lid van de ordonnantie van 27 juli 2017 met het oog op de regionalisering van de huurovereenkomst, zijn:

1° de sociale verhuurkantoren die krachtens het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren erkend zijn;